



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Direction Inspection Contrôle Audit

Affaire suivie par :



Courriel :

Dijon, le 10 juillet 2024

Le directeur général de l'agence régionale de santé
à

Madame la Directrice de l'EHPAD La Louhannaise
Place Aristide Briand
71500 LOUHANS

RAR N° 2C 182 939 7462 5

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313-13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS : [REDACTED] - EHPAD LA LOUHANNAISE - LOUHANS

PJ : - tableau des mesures définitives
- tableau de suivi RH

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 29/09/2023, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux cinq prescriptions et trois recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

J'accuse réception de votre réponse en date du 25/10/2023, ainsi que des pièces jointes à cette dernière. A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à ma connaissance et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 29/09/2023, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

ARS Bourgogne-Franche-Comté
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél. : 0808 807 107 - Site : www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr



J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures. Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par [REDACTED]

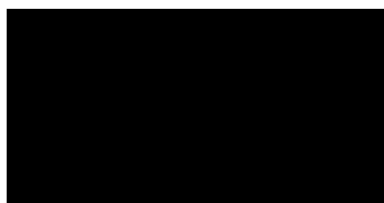
Par ailleurs et afin de renforcer les conditions d'un accompagnement de proximité entre mes services et la direction de votre établissement, je vous remercie de bien vouloir compléter le fichier « tableau suivi RH » en pièce jointe. Ce dernier permettra d'assurer un suivi spécifique sur la thématique des ressources humaines de votre établissement et d'apprécier la stabilité de ses équipes soignantes.

Il sera à adresser (en format Excel) au chargé de mission ARS susmentionné, en charge du suivi, à 6 mois à compter de la réception du présent courrier.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé et des solidarités,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,



Copie à :

**Monsieur le Président du Conseil départemental de Saône-et-Loire
Hôtel du Département
Rue de Lingendes
71026 MÂCON CEDEX 9**

Tableau des mesures définitives

Prescriptions

Date de mise à jour des mesures : 26/06/2024		Nom établissement : EHPAD LA LOUHANNÉSE Adresse : PL ARISTIDE BRIAND 71500 LOUHANNÉ Code postal : 71500		Commune : LOUHANNÉ				
Coordonnateur :								
Prescriptions								
N°	Libellé	Fondement juridique	Délai	Éléments de preuve à fournir	Référence rapport E/R	Levée O/M/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
1.	Déclarer la structure d'un temps complémentaire de médecin coordonnateur ayant les compétences requises afin d'attirer les ETP réglementaires requis au regard de la capacité de l'EHPAD - soit en augmentant le temps de travail du médecin coordonnateur actuel de 75% - soit en proposant une solution alternative.	Article D332-156 du CASP	6 mois	Avenant au contrat de travail du médecin coordonnateur Autres modalités d'intervention proposées	E3	Non		Après analyse de la réponse de l'établissement, le médecin coordonnateur a réduit son temps de travail à 75%. - L'établissement indique dans sa réponse que le médecin coordonnateur a réduit son temps de travail à 75% depuis le 01/06/2024 (par rapport au temps réglementaire requis). - Des efforts ont été faits pour le recrutement d'un nouveau médecin coordonnateur (à hauteur de 75% au total) ont été tentés. - Dans l'attente de la nomination, le médecin coordonnateur de l'EHPAD a été maintenu au sein du même groupe sans interruption de service. - Durant cette période transitoire, avant nomination d'un autre médecin coordonnateur, le médecin coordonnateur présent sur site sera missionné à hauteur de 75%. - Cela permet d'attirer à la hauteur d'ETP réglementaire requise, à savoir 75%. La prescription n°1 est maintenue et notifiée dans l'attente d'éléments de preuve suivants : - L'acceptation de mise à disposition du médecin coordonnateur de l'EHPAD. - La remise de mission ou tout autre document (venant au contrat de travail) justifiant du temps de travail (à hauteur de 75%) sur les missions de coordination du médecin coordonnateur en poste. Cela dans l'attente du recrutement d'un nouveau médecin coordonnateur : L'ARS se réserve le droit de contrôler l'effectivité de ces mesures dans l'attente d'un traitement effectif.
2.	Veiller et s'assurer de l'engagement du médecin coordonnateur dans une démarche visant à attirer l'une des qualifications exigée par la réglementation.	Article D332-157 du CASP	6 mois	Preuve de prescription ou de la qualification requise	E4	Abandonnée	26/06/2024	Après analyse de la réponse de l'établissement, la réponse émet les observations ci-dessous : - La transmission du dossier spécifique du médecin coordonnateur (Capacité en gérontologie) obéit en la prescription n°2 est abandonnée. La prescription n°2 est abandonnée.

Tableau des mesures définitives
Prescriptions

Date de mise à jour des mesures : 26/06/2024		Nom établissement : EHPAD LA LOUHANNÉSE Adresse : PL ARISTIDE BRIAND 71500 LOUHANS Code postal : 71500		Commune : LOUHANS					
Coordonnées : [REDACTED]									
Prescriptions									
N°	3	Libellé	Fondement juridique	Délai	Éléments de preuve à fournir	Référence rapport E/R	Levée O/M/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
3		Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et réalisées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'AS/ODE (ETP cible) pour accompagner les résidents ; - en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources suivantes en lien avec l'ETP cible ; - en disposant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ; - en s'assurant de la détection effective des diplômés par les personnels pour tout recrutement, y compris en CDD ; - en consolidant la mise en place et l'accompagnement de parcours qualifiant pour accompagner la montée en compétences des professionnels (FAS) en poste.	Article L311-3 du CASP Article L312-1 à 4 du CASP Article D312-155-0 du CASP Article L431-2 à 4 du CSP	6 mois	Maquette organisationnelle réalisée Plan d'actions faisant apparaître les différents métiers actifs, les délais et les relations pour rendre stabiliser et fluidifier l'activité soignante Tableau de suivi mensuel des personnels FAS en cours de VAE (date et n° de recevabilité de la demande, stade de la VAE, nom du tuteur).	E2 E8 R4	0		<u>Après analyse de la demande de l'établissement, la mission émet les observations ci-dessous :</u> Concernant la cible effectif AS et aspielles : - l'établissement a précisé qu'il transmettra une nouvelle maquette organisationnelle, différenciant une campagne de recrutement massive à été mise en place mais l'EHPAD fait face à des difficultés de recrutement. → L'ETP ODE n'est pas → L'ETP ODE n'est pas Concernant la qualification du personnel AS : → L'établissement a transmis les éléments de preuve permettant de constater que les AS en poste (CDD et CDI) étaient qualifiés. → L'établissement a mis en place un suivi des AS, H45, en poste avec une démarche de qualification en cours → Ne disposant pas des éléments de preuve sur ce point pour les agents, la mesure ne peut pas être levée sur ce point. Concernant la qualification du personnel ODE : - L'établissement n'a pas transmis d'éléments de preuve satisfaisants La prescription n°3 est maintenue et notifiée.
4		Transmettre la preuve de l'inscription à l'ordre professionnel des médecins du médecin coordonnateur	Article L431-15 du CSP	1 mois	N° d'inscription et preuve d'inscription ou de mise à jour de l'inscription au tableau de l'ordre	E3	Abandonnée	26/06/2024	<u>Après analyse de la demande de l'établissement, la mission émet les observations ci-dessous :</u> - la transmission du numéro d'inscription à l'ordre du médecin coordonnateur. La prescription n°4 est abandonnée.
5		Mettre le règlement intérieur en conformité avec les évolutions législatives issues de la loi n°2022-401 du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte et mettre en place une procédure interne de signalement des alertes.	Article L311-3 du CASP	3 mois	Règlement intérieur modifié et validé par les instances compétentes de l'organisme gestionnaire	E1	0		Après analyse de la demande de l'établissement, la mission émet les observations ci-dessous : - La transmission d'un avis au RI qui a été soumis au CSE le 06/06/2023. La prescription n°5 est maintenue et notifiée dans l'attente de la validation effective auprès des instances concernées du nouveau règlement intérieur de la mise en place d'une procédure interne de signalement des alertes.

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Date de mise à jour des données : 26/04/2024		Nom établissement : ENHAD LA LOUANNIÈRE Adresse : P. ARISTIDE BRAND 71500 LOUANNES Code postal : 71500		Commune : LOUANNES	
Coordonnées : [REDACTED]					
Nb	Libellé	Références de bonnes pratiques	Référence rapport E/N	Recommandations	
1	Définir et mettre en œuvre des outils pour stabiliser la fonction de direction et en assurer la continuité effective en formalisant un protocole et des plannings d'activités attribués au personnel.	RPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008	R1	Après analyse de la réponse de l'établissement, la mission doit les observations ci-dessous : - Elle prend acte que la direction actuelle ne pourra pas poursuivre ses fonctions, pour raison médicale ; - Que la directrice de l'EHPAD les PEGNSES, appartenant au même groupe, a été missionnée pour effectuer la transition en attendant la prise de poste d'une nouvelle directrice (à compter du 4/12/2023) - Au regard du manque de direction en poste (4 dimanches) durant les 5 dernières années, la mission invite à mettre en œuvre les leviers pour stabiliser la fonction de direction. La recommandation N°1 est maintenue et renforcée.	
2	Assurer l'entretien en charge des missions de coordination de l'équipe soignante à une formation spécialisée d'encadrement et de management afin de faciliter la régulation et la supervision ou, à défaut, assurer l'efficacité en formalisant un protocole et des plannings d'activités attribués au personnel.	RPP : qualité de vie en EHPAD - volet 4 l'accompagnement personnalisé de la santé du résident, HAS, 2012	R3	La mission prend note de l'inscription de l'IDEC à une formation intitulée "Infirmière coordinatrice en EHPAD" et accuse réception du devis signé. La recommandation N°2 est abandonnée.	
3	Définir la stratégie de la structure en matière de développement et de maintien des compétences en lien avec le recueil des besoins en formation des salariés et les obligations réglementaires qui s'imposent au gestionnaire. Assurer la sensibilisation régulière à la bientraitance et/ou la prévention de la maltraitance de l'ensemble des salariés en fonctionnant, dans le plan de développement des compétences, une formation d'établissement et au rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, la formalisation des conduites à tenir et une culture partagée autour de définitions communes.	RPP : mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées, HAS, 2008 RPP : missions du responsable d'établissement et au rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, partie 4, HAS, 2008	R2	La mission prend note de la transmission du plan de formation actualisé. La recommandation N°3 est abandonnée.	